

Enquête financière – Quatrième trimestre 2003

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Les principales évolutions financières intervenues au cours du quatrième trimestre 2003 peuvent être résumées comme suit :

Les taux débiteurs pratiqués par les établissements bancaires n'ont guère varié, pour l'ensemble de la clientèle ; les conditions créditrices se sont détendues.

Les marges bancaires se sont faiblement réduites.

Situation des entreprises et des particuliers

Selon les établissements bancaires interrogés, la situation de la trésorerie des entreprises continue de s'améliorer.

Les crédits à moyen et long termes ont progressé, en liaison avec le redressement du courant d'investissement.

Le patrimoine financier des particuliers s'est renforcé avec, notamment, la revalorisation des portefeuilles.

Les taux toujours très attractifs ont favorisé un recours accru aux prêts à court et moyen termes, entraînant une légère progression de l'endettement des ménages.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédit s'attendent à un raffermissement de la demande globale de crédit, lié au renforcement du courant d'investissement des entreprises et du dynamisme persistant de la demande de crédit des particuliers.

*Direction de la Conjoncture
Service des synthèses conjoncturelles*

1. Le comportement des établissements de crédit

Au cours du quatrième trimestre, la concurrence entre les établissements de crédit s'est, dans l'ensemble, avivée par rapport au trimestre précédent, surtout lors de la distribution des crédits aux particuliers.

S'agissant des placements, nombreux sont les établissements qui préparent activement leur campagne de communication relative à la nouvelle formule d'épargne retraite (PERP : plan d'épargne retraite populaire), dans l'attente de la publication des décrets d'application.

La diminution des conditions créditrices s'est poursuivie, notamment pour les particuliers, à un rythme toutefois moins marqué qu'aux trimestres précédents. Les taux débiteurs pratiqués par les établissements bancaires n'ont guère varié pour l'ensemble de la clientèle.

Les prix des services ont légèrement progressé, notamment pour les particuliers.

Le niveau des marges bancaires a peu évolué par rapport au trimestre précédent.

Les établissements interrogés prévoient une progression plus soutenue de la demande de crédit au cours du premier trimestre 2004, en raison d'un courant d'investissement des entreprises plus important et du dynamisme persistant de la demande de crédit émanant des particuliers.

Le comportement des établissements de crédit

(solde des opinions)

	2002				2003			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Rémunération des placements								
des particuliers	8	1	- 14	- 26	- 23	- 26	- 30	- 26
des entreprises	3	2	- 16	- 26	- 24	- 29	- 18	- 7
Taux des crédits								
aux particuliers	17	- 5	- 38	- 44	- 43	- 54	- 5	- 2
aux entreprises	21	6	- 18	- 36	- 21	- 43	- 4	1
Prix des services								
aux particuliers	8	14	16	19	16	9	5	9
aux entreprises	7	14	17	11	18	4	8	7
Marges bancaires	- 8	- 7	3	- 1	- 16	- 9	- 4	- 3
Évolution prévue de la demande de crédit	15	18	- 3	14	5	18	22	27

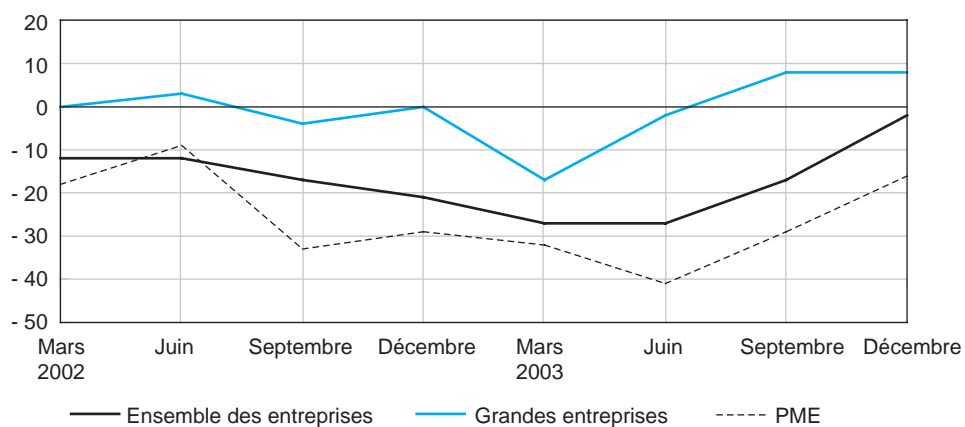
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2002				2003			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 12	- 12	- 17	- 21	- 27	- 27	- 17	- 2
Grandes entreprises	0	3	- 4	0	- 17	- 2	8	8
PME	- 18	- 9	- 33	- 29	- 32	- 41	- 29	- 16
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 6	- 8	- 31	- 21	- 21	- 15	- 23	6
Grandes entreprises	1	- 6	- 18	- 4	- 16	3	11	14
PME	- 10	- 11	- 35	- 27	- 24	- 16	- 26	6
Difficultés de paiement	6	16	23	21	17	17	15	8
Résultats bruts d'exploitation	- 27	- 29	- 37	- 31	- 41	- 41	- 39	- 14
Besoins en fonds de roulement	15	31	16	20	18	11	14	9
Investissements globaux	- 34	- 18	- 56	- 16	- 60	- 16	- 13	15
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	- 1	21	3	18	- 12	7	8	8
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 20	- 7	- 35	- 13	- 43	- 13	6	28
Situation de l'endettement global	- 1	0	- 4	2	- 1	2	8	15
Dépôts à vue (encours moyen)	11	- 1	- 8	- 8	- 24	- 1	2	1
Placements nouveaux liquides	- 11	- 10	- 26	- 12	- 25	- 13	- 15	- 20
Placements nouveaux en titres négociables <i>dont : Titres d'OPCVM</i>	- 2	- 11	- 21	- 14	- 22	- 2	1	- 5
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	14	17	10	18	10	16	19	24
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	7	11	- 28	- 1	- 16	4	12	28

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions – séries brutes)



L'aisance financière des entreprises s'est améliorée au quatrième trimestre 2003. Au cours des prochains mois, l'ensemble des entreprises devrait connaître une amélioration de leur trésorerie.

L'augmentation des difficultés de paiement apparaît moins forte qu'aux trimestres précédents.

Les résultats bruts d'exploitation ont encore reculé, mais moins qu'aux trimestres précédents.

Afin de financer la progression, moins vive qu'auparavant, des besoins en fonds de roulement, les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme se sont accrus, à un rythme comparable à celui observé aux trimestres antérieurs.

Les investissements sont annoncés en hausse sensible, pour la première fois depuis le premier trimestre 2001, et les utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes sont, pour le second trimestre consécutif, en forte hausse.

L'endettement global a continué de s'accroître par rapport aux trimestres précédents.

Les encours des dépôts à vue n'ont pas varié durant la période sous revue.

Les placements liquides effectués par les entreprises ainsi que les placements nouveaux en titres négociables se sont contractés.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédit prévoient un recours plus important aux crédits à court terme. Les demandes de crédit à moyen et long termes pourraient également s'accroître au premier trimestre 2004, les anticipations d'investissement pour le premier semestre 2004 apparaissant, en effet, mieux orientées.

3. Le comportement des particuliers

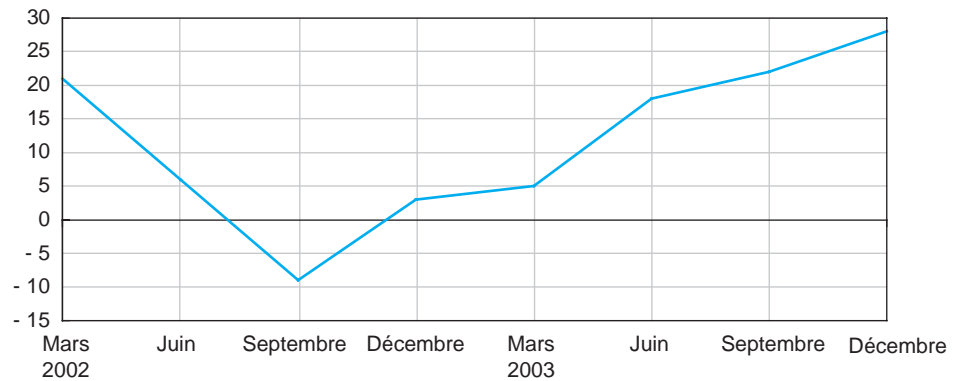
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2002				2003			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation du patrimoine financier	21	6	- 9	3	5	18	22	28
Encours moyen des dépôts à vue	35	40	33	29	7	21	16	30
Encours moyen des livrets	33	17	49	34	49	45	16	25
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	- 6	- 9	- 7	- 30	- 25	- 36	- 33	- 35
Placements nouveaux en PEL	34	25	38	46	11	0	10	7
Placements en actions	- 21	- 68	- 93	- 57	- 61	- 34	- 17	7
Placements en obligations	- 10	- 12	- 18	- 16	- 13	- 12	- 14	- 13
Placements en OPCVM court terme	11	5	- 7	- 8	- 5	- 3	- 1	4
Placements en autres OPCVM	8	- 17	- 21	- 15	- 10	- 3	8	12

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Le patrimoine financier des ménages a poursuivi sa progression au cours du quatrième trimestre, notamment sous l'effet d'une revalorisation des portefeuilles.

Les encours moyens des dépôts à vue et des livrets se sont gonflés, en raison, principalement, du versement des primes de fin d'année.

Les placements en produits d'assurance-vie ont conservé tout leur attrait, en raison des avantages fiscaux qui y sont attachés et de la démarche commerciale opérée en leur faveur par les établissements bancaires.

Les placements nouveaux en actions ont enregistré une progression, pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2000, en liaison avec la hausse des valeurs boursières.

Les placements en obligations, fragilisés par la faiblesse des taux, ont continué de régresser, globalement, au même rythme qu'aux trimestres précédents, tandis que ceux en OPCVM augmentaient.

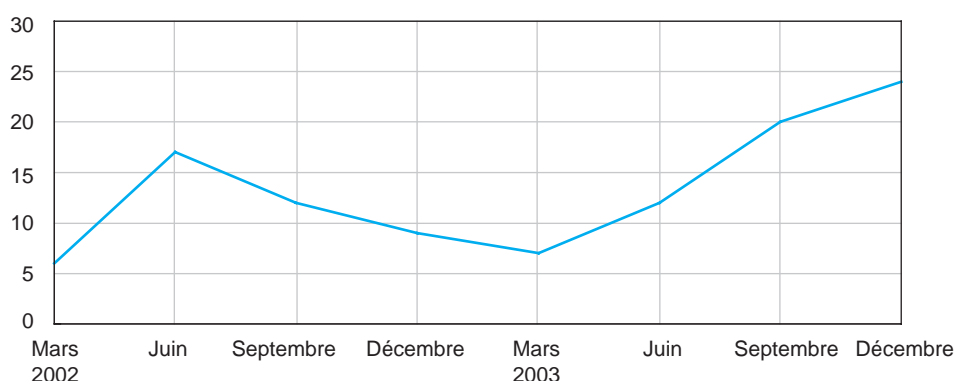
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions exprimées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2002				2003			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation de l'endettement global	6	17	12	9	7	12	20	24
Difficultés de paiement	3	9	9	11	10	7	7	9
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	9	14	7	8	- 3	19	21	14
Utilisations nouvelles de prêts personnels	11	29	16	15	10	30	22	31
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	33	60	45	38	46	65	62	63
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	23	22	16	15	17	14	14	17
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	28	22	17	19	33	32	26	33

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



L'endettement global des ménages a quelque peu augmenté et les difficultés de paiement ont tendance à progresser.

Les utilisations nouvelles de prêts personnels et, dans une moindre mesure, les autorisations et les renouvellements de crédits de trésorerie sont jugées en hausse. Le dynamisme de la politique commerciale des banques pourrait contribuer au mouvement.

Au quatrième trimestre, les utilisations nouvelles de prêts immobiliers ont poursuivi leur progression dans un contexte de taux d'intérêt particulièrement attractifs.

Au cours des prochains mois, selon les établissements interrogés, une augmentation de la demande est attendue, notamment pour les crédits immobiliers et, à un degré moindre, pour les crédits de trésorerie.